

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°235 DU MERCREDI
12 AVRIL 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Heurts entre scolaires et forces de l'ordre

Des menaces aux actes ?



Gestion de la situation générale du pays

Les Guristes essoufflés

Échauffourées entre scolaires et forces de l'ordre

Le comble de la barbarie

La sortie malheureuse du ministre Mohamed Ben Omar

Lettre à Mahamadou Issoufou

Monsieur Issoufou,

Après Tahirou Harouna en 1994, vous avez à présent sur les bras Mala Kelloumi Bagalé et Mali Agaly. Qui d'autre, demain ?

J'ai arrêté de vous écrire en tant que président de la République au lendemain du hold-up électoral qui explique que vous soyez encore au pouvoir, un an après ces élections de la honte. Aujourd'hui, à la lumière des dramatiques événements survenus sur le campus universitaire, je viens subitement de me rendre compte que je devais carrément arrêter de vous écrire. Car, lorsqu'on peut violer délibérément la Constitution comme vous l'avez maintes fois fait et qu'on est capable de s'attribuer une victoire électorale que l'on a obtenue hors des règles du jeu électoral, on ne mérite pas d'être à la tête d'une République. La raison essentielle de ma position de principe est que, pour être président de la République, il faut être respectueux des lois de la République. Conduite dont vous avez, en plusieurs occasions, donné la preuve du contraire. Ce lundi 10 avril 2017, j'ai ressenti une sorte de révolte contre moi-même. Je m'en veux d'avoir passé tant d'années à vous écrire alors que ça ne valait pas la peine. Je m'en veux d'avoir même essayé de jouer au conseiller officieux alors que vous viviez sur une autre planète, avec des règles de conduite qui n'ont rien à voir avec la loi fondamentale de votre pays ; des règles de conduite qui ignorent totalement le respect des libertés individuelles et collectives, la sacralité de la vie humaine ainsi que les limites à ne jamais franchir lorsqu'on gouverne. Je m'en veux d'avoir passé tant de temps à consacrer à un décryptage de la vie de la nation en pensant pouvoir influencer, d'une façon ou d'une autre, sur la gestion de la cité. Je m'en veux d'avoir naïvement cru pouvoir susciter en vous une raison, celle qui est fondée sur les aspirations légitimes du peuple nigérien et sur le respect des engagements pris. Je constate, hélas, que vous êtes toujours enfermé dans une bulle qui vous empêche de voir et d'entendre afin de vous remettre en cause et de pouvoir corriger les erreurs. Vous n'avez jamais compris ou voulu comprendre que gouverner, c'est d'abord écouter, des oreilles mais aussi des yeux, afin de se remettre constamment en cause. Vous avez continuellement ignoré, voire, méprisé les avis et les considérations du peuple nigérien auquel vous n'avez donné que des larmes, des regrets et des lamentations. Votre gouvernance est sans aucun doute la pire de l'histoire politique du Niger depuis un quart de siècle de démocratie multipartite.

Monsieur Issoufou, c'est donc la toute dernière lettre que je vous adresse. En ce lundi 10 avril 2017, ce sont des éléments de maintien de l'ordre qui ont investi les franchises universitaires et qui ont sauvagement gazé et battu, dans certains cas, à mort, des étudiants. J'ai écouté à ce propos Mohamed Ben Omar qui parlait des événements comme s'il parlait d'un banal événement. On aurait dit que ces violences policières lui semblaient normales et justifiées. Il n'y avait aucun remords dans sa voix. Du reste, il n'a fait aucune allusion aux morts enregistrés. Pourtant, à ce jour, il y a, au moins, deux morts confirmés : Mala Kelloumi Bagalé et Mali Agaly. C'est à peine si Ben Omar ne disait pas « Tant pis pour vous ! Vous l'aurez cherché ». Ces jeunes gens tués dans la fleur de l'âge sont le Niger de demain que vous étouffez. C'est l'avenir que vous avez poignardé dans le dos. La perte est immense, car la vie humaine est sacrée. Pourquoi cette violence aveugle ? De mon point de vue, rien ne justifie cette violence aveugle que l'incapacité de votre gouvernement à apporter des solutions à des problèmes que vous avez créés. Ces enfants n'ont ni détourné des milliards ni vendu des tonnes de riz pour s'enrichir. Ils n'ont ni transféré 200 milliards pour leurs comptes personnels ni carabiné des transactions dans lesquelles l'Etat a été spolié de plusieurs milliards de nos francs. Leur tort, c'est d'avoir revendiqué de meilleures conditions de vie et d'études dans un contexte intolérable où des individus font impunément main basse sur les ressources financières de l'Etat. Ils ne demandaient qu'à construire leur avenir et celui du Niger dans des conditions acceptables. Les Nigériens, je dois le dire, sont outrés. Ils ne comprennent pas que des forces de l'ordre soient utilisées contre les populations nigériennes à chaque fois qu'il est question de libertés, de justice et de droits. Comme tant de compatriotes, j'ai été choqué de constater que votre gouvernement ne semble pas avoir été heurté par ces blessures graves et ces morts. Je suis d'autant choqué que pour votre part, c'est la seconde fois que sous votre gouvernance, des étudiants sont tués pas les forces de l'ordre. La première fois, c'était en 1994, avec l'étudiant Tahirou Harouna alors que vous étiez Premier ministre et chef de gouvernement. Est-ce un simple hasard ou la résultante d'une conception de la gouvernance ? Moi, je ne crois pas, en l'espèce, au hasard. D'ailleurs, la violente

répression de la manifestation des étudiants et scolaires que l'Usn [Ndlr : Union des scolaires nigériens] a clairement dit démocratique dans son mot d'ordre, n'est-elle pas consécutive à ce « Trop, c'est trop » du Pnds Tarayya ? La menace n'a pas été vaine et les Nigériens le constatent. Outre l'embastillement de Baba Alpha et de Maïkoul Zodi, c'est à présent les morts dans les rangs des étudiants et scolaires.

Monsieur Issoufou, un régime qui s'en prend à son propre peuple est symptomatique d'un régime malade et dangereux. Les violences policières ne sont pas un programme de gouvernance. Elles sont la manifestation d'un pouvoir qui a perdu les pédales et qui mélange tout. Elles sont la manifestation du drame que vivent des gouvernants qui rament à contre-courant et qui savent qu'à l'instar de Sisyphe, ils vivent un supplice terrible. Car, c'est une souffrance d'échouer à tous les coups. C'est surtout une souffrance de savoir que le peuple a compris et qu'il n'existe aucun artifice susceptible de retourner la situation. Le choix de la violence aveugle ne mène nulle part qu'à la violence. Car, contrairement aux faucons du régime qui pensent qu'il suffirait de faire tuer quelques uns par des forces de l'ordre manquant manifestement de formation, la vague ne fera que monter. Et de répression en répression, un jour, ce sera le tsunami. Oui, je disais que les forces de l'ordre manquent manifestement de formation. Ce lundi 10 avril 2017, elles ont encore donné l'impression d'avoir été dressées contre leurs propres populations. La violence inouïe avec laquelle ils ont réprimé les manifestations des étudiants et scolaires donne certainement la chair de poule. Mais voir des policiers chanter et crier à tue-tête en rentrant à l'école de Police comme s'ils venaient de remporter une victoire sur Boko Haram est plus qu'insupportable. Peut-être qu'à l'inverse du choc que j'ai ressenti en vivant de telles scènes, quelque part, ce sont des félicitations qui ont plu. En tout cas, Mohamed Ben Omar n'a pas donné l'air d'avoir regretté quoi que ce soit. Monsieur Issoufou, l'Histoire a donné raison à tous ceux qui ont toujours pensé et soutenu que votre gouvernance ne sera que désastres, misères et drames. Chacun a pu s'en rendre compte aujourd'hui. Quant à moi, je suis fier de ma position et de mes jugements sur votre gouvernance et sur vous-même.

Mallami Boucar

Il faut le dire...

Jamais, le Niger n'a connu une situation aussi étonnante où malgré la gravité des affaires qui ont cours, les centrales syndicales restent muettes comme des carpes.

À croire que les leaders syndicaux de ces centrales travailleraient tous pour Mahamadou Issoufou et la perpétuation de son règne scabreux. Hassoumi Massoudou transfère près de 200 milliards de francs CFA, les centrales syndicales font le mort. D'autres individus sans scrupule détournent et vendent à leurs profits, 5000 tonnes de riz d'une aide alimentaire, elles gardent le silence. Des hommes notoirement connus pillent la Soraz et dilapident six milliards de matériels divers, elles n'ont ni vu ni connu. Le pouvoir vient de réprimer dans le sang les manifestations des étudiants et il y a eu mort d'hommes, mais elles continuent à dormir. N'est-ce pas grave et honteux pour ces centrales syndicales ? Comment ne pas croire à la rumeur publique qui soutient que seule la corruption peut expliquer une telle apathie ? Leur silence n'est-il pas trop lourd pour ne pas trahir leur dessein et leur position ? Bref, nous sommes dans un Niger qui surprend. Comme tous ces leaders politiques qui continuent à baisser la tête et à accepter toutes les dérives du Pnds Tarayya et de Mahamadou Issoufou, les centrales syndicales ont sans doute Sali leur CV en acceptant de graves compromissions. Dans le drame que vit le Niger, leur culpabilité est grande.

Des MalaKelloumiBagalé et Mali Agaly, le régime peut en tuer autant qu'il veut. Le silence des centrales syndicales est une honte. Et ils ne pourront jamais démontrer que leur silence n'a rien à voir avec l'argent.

GAMBO

Communiqué

Sous le haut patronage de son excellence Monsieur le Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale, l'association Nationale des Inspecteurs du Travail du Niger (ANIT NIGER) organise le lancement officiel de ses activités le jeudi 13 Avril 2017, à partir de 9h à l'auditorium de la CNSS sis au 1er étage de l'immeuble CNSS à Niamey.

Heurts entre scolaires et forces de l'ordre

Des menaces aux actes ?

Trop c'est trop, tels sont les mots du PNDS Tarraya dans une récente déclaration. L'objectif étant de signifier à toutes les voix dissidentes de faire attention. Les évènements de ce 10 avril n'entre-t-il pas dans ce cadre ? C'est un drame qui vient de se dérouler, ce malheureux lundi 10 avril 2017, au lendemain de la commémoration de l'Assassinat du Président Baré. Suite à l'expiration d'un ultimatum lancé au gouvernement il y a quelques jours, suivi d'une déclaration de presse rappelant son exigence de la prise en compte de sa plateforme revendicative, l'USN, Union des scolaires nigériens, a voulu manifester sa colère face à la nonchalance du gouvernement dans le paiement des bourses, l'aide sociale et les allocations, entre autres. Mais très vite, les forces de l'ordre ont envahi les rues et écoles pour tenter de disperser les scolaires. La violence policière a été sans commune mesure. Pas de bilan officiel 24 heures après les évènements, mais l'on semble faire l'unanimité sur au moins un (1) étudiant tué. Information qui n'est pas encore confirmée par le gouvernement. Et du côté de l'USN, l'on dit ne pas encore connaître le nombre exact de mort. L'heure est, donc, au comptage des blessés et des éventuels morts. Sur les réseaux sociaux, des images suivies de communiqués de personnes portées disparues circulent. Pour l'instant, nul ne peut dire s'il s'agit de disparitions proprement dites ou de simples cachotteries. Le gouvernement, visiblement, ne veut pas communiquer sur la situation. En dehors du ministre des Enseignements supérieurs Mohamed Ben Omar qui s'est invité dans le 20h30 de télé-sahel, la télévision nationale, pour menacer les scolaires et justifier l'utilisation abusive de la violence contre les scolaires, en particulier, et les citoyens en général – puisque des bombes lacrymogènes ont été tirées dans le centre de santé intégré Dan Gao de même qu'un journaliste de Canal3 Niger a été agressé dans l'exercice de son métier – le gouvernement demeure silencieux. Même RFI n'est pas parvenu à arracher une réaction aux membres du gouvernement concernés par les évènements. Mais une chose est sûre, que ce genre de drame arrive sous la Renaissance du président Issoufou n'est guère étonnant. L'on se rappelle que suite aux évènements Charlie-hebdo de 2015, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Hassoumi Massoudou avait

publiquement affirmé qu'ils (ndlr, leur régime) prenaient entièrement la responsabilité des tirs à balles réelles sur des manifestants et la mort qui s'en est suivie.

Donc rien d'étonnant qu'un Ben Omar ne fasse preuve d'aucun remords après tant de scènes de violence et de désolation. Rien d'étonnant aussi que ceux qui sont à l'origine des bavures policières dorment sur leurs deux oreilles sans aucune crainte de répondre de leurs actes sous le ciel de la Renaissance.

La violence, est-ce la solution ?

L'année scolaire 2016-2017, c'est un secret de polichinelle, est compromise. Aucun maquillage ne pourra lui enlever ses allures de vieille femme. Le volume des cours sans perturbation ne dépasse guère 45 jours à en croire les syndicalistes. Quarante-cinq jours sur un programme de 9 mois, autant dire que c'est dérisoire. Pourtant, l'on est sûr que le gouvernement ne l'entendra pas de cette oreille. Déjà, le ministre des enseignements primaires Daouda Mamadou Marthé parle de programme exécuté à plus de 60% et espère atteindre les 80% d'ici à la fin de l'année. Entre lui, qui est dans son bureau climatisé avec tout le confort dû à son rang, et les enseignants qui sont perpétuellement en grève pour réclamer leur pitance appelée pécule, et qui sont dans la chaleur des salles de classes sans ventilateur, qui connaît les réalités profondes de l'école publique ?

Quoi qu'il en soit, l'année en cours ne sera pas « verte ». Qu'on s'arrange lui trouver une couleur, autre, que le blanc tant redouté, ne sera qu'une question d'artisanat intellectuel. Et les artistes, surtout en matière de peinture, excellent dans l'imaginaire. Mais dans les faits, ce sera et ça restera une année vidée de ses cours, disons, de sa substance, peu importe les résultats des examens de fin d'année qui répondent plus à un souci de statistiques qu'à déterminer le niveau réel des élèves.

Et maintenant, avec la tragédie de ce 10 avril 2017, loin d'apporter un tant soit peu l'apaisement si indispensable pour le sauvetage, ne serait-ce que, de façade de l'année, ça vient enfoncer davantage la situation. A un trimestre des grandes vacances et des examens de fin d'année, difficile d'exécuter le programme annuel dans les conditions actuelles.

Ibrahim Amadou

Échauffourées entre scolaires et forces de l'ordre

Le comble de la barbarie

Les échauffourées ayant opposé les scolaires de Niamey et les forces de l'ordre, le lundi 10 avril dernier, sont une preuve irréfutable que le Niger a encore du chemin à faire pour disposer d'une police en phase avec les normes modernes de maintien de l'ordre. Alors que l'Union des scolaires nigériens (USN) a bel et bien dit que les manifestations de ses militants étaient pacifiques, on a assisté à un déploiement de violence inexplicable de la part des éléments des forces de défense et de sécurité (FDS), principalement ceux de la police. Des scolaires qui n'avaient que leurs slogans à la bouche ont été violemment gazés, matraqués et kidnappés pour être jetés comme des objets dans les véhicules pick-up. Dans leur zèle à traumatiser les manifestants, certains éléments des FDS n'ont pas de la gêne à jeter des grenades lacrymogènes dans des domiciles privés et même dans des centres de santé se trouvant sur le passage des manifestants. Tout comme lors de la répression des

manifestations anti-Charlie qui, elles au moins, ont été violentes, les journalistes ont, le 10 avril dernier aussi, été la cible de certains policiers zélés qui ont peut-être reçu des consignes pour agir comme ils l'ont fait. Ainsi, sur des images diffusées par les chaînes de télévisions privées, on a vu un journaliste du groupe de presse CANAL 3-NIGER se faire prendre le col par des jeunes policiers qui voulaient lui faire sa fête, n'eut été l'intervention de ses collègues. Dans quel pays sommes-nous vraiment pour que du seul fait qu'ils soient porteurs d'uniformes militaires certains citoyens pensent avoir le droit de vie et de mort sur les autres citoyens ? Ces jeunes éléments des FDS qui exultent à aller gazer et matraquer des manifestants ignorent-ils que le droit de manifestation est garanti par la Constitution et que cette même Constitution a dit que « nul n'est tenu d'exécuter un ordre manifestement illégal » ? Savent-ils seulement, ces jeunes policiers, gardes et gendarmes,



qu'ils peuvent être seuls devant un juge pour répondre de leurs actes, si jamais ils venaient à se rendre coupables d'actes de torture ou même d'homicide sur des manifestants ? Il est tout simplement constipant de constater que toutes les scènes de violence qui s'abattent ces derniers années sur les scolai-

res ont lieu sous le régime de ces hommes et femmes qui ont failli manger la chair de Feu Président Ali Seybou à cause des événements du 9 février 1990 au cours desquels les forces de l'ordre avaient tué les scolaires Abdou Maman Saguir, Alio Nahantchi et Issaka Kaïné.

Gestion de la situation générale du pays

Les Guristes essoufflés

C'est aujourd'hui un secret de polichinelle que la situation générale du Niger est plus qu'inquiétante, tant sur les plans politique, économique que social. Alors que tous les signaux sont presque au rouge, les tenants du pouvoir, qui ont la responsabilité d'apporter des solutions idoines aux différentes préoccupations, semblent naviguer à vue, apparemment essoufflés.

Même s'ils font semblant de montrer aux Nigériens que le «braquage électoral» qu'ils ont opéré aux dernières élections est accepté par la Communauté internationale, les Guristes savent eux-mêmes que depuis ces élections le Niger est de moins en moins fréquentable sur le plan international. A part les Chinois qui profitent sans doute de la situation pour élargir le champ de leur business et des pays comme la France, l'Italie et l'Allemagne, qui sont plus préoccupés par la lutte contre l'immigration des jeunes africains qui transitent par le Niger, on ne sent pas une grande affluence des investisseurs étrangers depuis l'élection présidentielle de mars 2016 où le Président Issoufou était seul face aux électeurs, alors que son challenger Hama Amadou était gardé en prison. Pour sans doute respecter certains usages diplomatiques, les pays qui respectent la démocratie se sont abstenus de faire trop de bruit autour de cette élection, mais ont décidé, dans le plus grand silence, de prendre leurs distances d'avec les tenants du régime du Guri System. On est loin de cette belle période du premier quinquennat du Président Issoufou où il ne se passait presque pas de semaine sans que les Nigériens n'assistent à des signatures des conventions portant sur plusieurs milliards de francs CFA. Depuis le début du second quinquennat et du fait sans doute des conditions honteuses dans lesquelles se sont tenues les élections présidentielles, les partenaires ne se bousculent plus. L'incapacité du régime à organiser les élections locales est encore venue accroître la méfiance de beaucoup des pays démocratique vis-à-vis du pouvoir de Niamey. Pour ce pays, le fait de ne pas permettre aux populations de choisir leurs propres élus locaux est un signe impardonnable du déficit démocratique exprimé ainsi par les tenants du pouvoir en place. Sur le plan social, la situation semble aller de mal en pis, notamment dans le secteur de l'éducation où, malgré les dénégations du pouvoir, nombreux sont les observateurs qui redoutent une année blanche dans les écoles du

primaire et du secondaire, voire même au niveau des universités. Pour ce qui de la situation au niveau des écoles du primaire et du secondaire, il est connu de tout le monde que depuis son début en octobre dernier, l'année scolaire 2016-2017 a très mal fonctionné. Il ne s'est presque pas passé un mois sans qu'on ait assisté à des mouvements de grève des enseignants ou des élèves. Malgré la signature du protocole d'accord du 13 décembre 2016 avec le gouvernement, les syndicats des enseignants s'étaient retrouvés dans l'obligation de renouer avec les mouvements de grève, du fait de l'incapacité de leur partenaire à respecter ses engagements. Depuis bientôt deux semaines, la situation s'est encore dégradée, avec l'entrée en scène de l'Union des scolaires nigériens (USN) qui, après avoir appelé à des arrêts de cours et des activités académiques dans toutes les écoles et universités du pays, a lancé un mot d'ordre d'agitation permanente en début de cette semaine.

C'est ainsi que le lundi 10 avril dernier, des élèves et étudiants de certaines écoles et universités ont tenté de manifester pacifiquement pour exprimer leur ras-le-bol face au refus du gouvernement d'apporter des réponses à leurs revendications. Ce fut le cas notamment à Niamey où les manifestations ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre. Face à toutes ces tensions qui ne cessent de prendre d'ampleur, les Guristes n'ont apparemment aucune solution que les menaces verbales et la répression. C'est ainsi que face aux revendications des enseignants, les tenants du pouvoir ont oublié les principales revendications des enseignants et brandissent l'évaluation des enseignants contractuels comme étant la seule source de la tension scolaire en cours.

Quant aux élèves et étudiants, le régime de Guri pense les gérer en mettant à leurs trousses des policiers, gardes et gendarmes prêts à la gazer et à les matraquer jusque dans des centres de santé où ils s'y réfugient. Le Président Issoufou Mahamadou et son équipe, qui ne sont qu'au début de



leur second mandat, pensent-ils réellement que cette façon brutale de gérer les conflits avec les partenaires sociaux peut favoriser un

climat de paix et de stabilité dont ils ont si besoin pour les quatre

années qui leur restent encore ?

A.O.M

La sortie malheureuse du ministre Mohamed Ben Omar

Le lundi 10 avril dernier, alors que des rumeurs persistantes faisaient même cas des pertes en vies humaines dans les échauffourées entre les scolaires et les forces de l'ordre, le ministre de l'enseignement supérieur Mohamed Ben Omar n'a rien trouvé de mieux que de sortir proférer des menaces à l'endroit des scolaires. Il s'était particulièrement acharné contre les étudiants de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, dont il a même annoncé la fermeture du campus. Dans ses envolées verbales, le ministre Mohamed Ben Omar a même accusé les scolaires d'avoir violé l'ordonnance régissant les manifestations, au motif qu'ils n'ont pas déclaré leurs manifestations aux autorités communales et que pour cela ils répondront devant la justice. Pour avoir été membre actif du mouvement scolaire, notamment au niveau de l'Université Abdou Moumouni, le ministre Mohamed Ben Omar sait très bien que les scolaires se sont rarement référés à cette ordonnance, surtout lorsqu'ils exécutent des mots d'ordre qui suivent l'expiration d'un ultimatum lancé aux gouvernants.

On comprend que le ministre Mohamed Ben Omar soit dans son rôle de défendre son portefeuille ministériel. Mais face à la situation qui avait prévalu ce lundi 10 avril 2017, il aurait dû tout simplement se taire, étant donné qu'il ne peut jamais avoir le courage de dénoncer les violences exercées par les forces de l'ordre sur les scolaires. Sa sortie a tout



simplement été malheureuse ce jour-là et beaucoup des Nigériens étaient choqués de constater avec quel sang-froid il chargeait les pauvres scolaires et annonçait la fermeture du campus universitaire. En plus d'être un ancien militant de l'USN, le ministre Mohamed Ben Omar oublie-t-il qu'il est président d'un parti politique et que pour être là où il se trouve actuellement il lui a fallu aller négocier les voix des parents de certains des étudiants qu'il contribue aujourd'hui à clochardiser ? Qui lui dit que malgré son zèle dans la gestion de la crise scolaire en cours, ses patrons du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA), qui n'ont jamais oublié le fait qu'il les ait quitté pour rejoindre le Comité de soutien à Ibrahim Mainassara Baré (COSIMBA) et ses virulentes critiques contre leur régime en début du premier quinquennat du Président Issoufou Mahamadou, ne vont pas le lâcher à la fin ? Comme le conseille un chanteur traditionnel, il faut apprendre à marcher doucement avec la vie car, on ne sait jamais ce qui peut arriver d'un moment à un autre.

Dan Lamso

18 ème anniversaire du lâche assassinat du Président Baré: le récit pathétique d'Alia Rayana Bare



Le 9 avril 1999, un jour terrible, une tragédie nationale, un drame inqualifiable pour une famille. En effet, ce vendredi jour saint de l'Islam, le Président de la République du Niger, Ibrahim Mainassara Baré a été lâchement assassiné par les éléments de la garde présidentielle sous le commandement du sinistre Commandant Malam Wanké.

Les grands hommes ne meurent jamais.
« A la veille du 9 avril, je prends un peu de temps, une fois n'est pas coutume, pour partager mes « états d'âme » ».

Je l'emploie aujourd'hui au sens propre du terme, car il s'agit de l'état de mon âme après 18 ans. 18 ans de tristesse, de pleurs en silence traversés parfois de désespoir, car le plus dur est de garder espoir, espoir en l'humanité, espoir en mon pays. On nous a souvent reproché de rester silencieux. Pour beaucoup, « qui ne dit mot, consent », mais la vérité serait plutôt « qui ne dit mot souffre en silence ».

Comment mettre des mots sur cette souffrance, ce vide, cette trahison innommable. Trahie par les gens qui vous entouraient, qui étaient censés vous protéger, trahie par son peuple, son pays.... Et 18 ans après, toujours ce silence assourdissant du gouvernement malgré la condamnation de la CEDEAO! Il paraît que lorsque l'on se fait amputer d'un membre, on continue très longtemps à ressentir la douleur du membre perdu. Perdre un être cher dans des circonstances aussi douloureuses, c'est se faire amputer du coeur. On continue à vivre, on apprend à vivre avec cette partie en moins. Mais la douleur de ce vide est omniprésente, constante, lancinante...

Que répondre à ma fille de 5 ans lorsqu'elle me demande « maman, pourquoi les méchants ont tué ton papa? » ... Que répondre?... Et encore pire lorsque cet enfant rajoute, « les méchants sont en prison n'est ce pas? ». La vie, ce n'est pas un film Disney. Dans la vie, Simba du Roi Lion ne revient pas venger son père, il reste en exil et regarde de loin la déchéance de la terre des Lions livrée aux charognards.

Dans la vraie vie « Hakuna Matata », c'est juste une chanson sous la douche.

Désolée de paraître un peu mélodramatique mais la vie, souvent et malheureusement, ça finit beaucoup plus mal que dans les films. Mon père fut mon étoile filante, il a traversé le ciel de ma vie, j'ai suivi sa lumière des yeux avant de la voir disparaître et de me laisser dans le noir. Un ciel vide et sans étoile. Certains diront que je ne suis pas objective, qu'il s'agit de mon père et que j'enjolive le personnage. Mais les gens qui l'ont approché, qui l'ont côtoyé, vous le diront...c'était un être exceptionnellement bon, généreux et intègre.

Pendant des années j'ai été en colère contre Dieu, pourquoi nous avoir pris notre père?

La bonté n'est-elle pas censée être récompensée?

Mon père n'était-il pas allé faire son pèlerinage?

Un patriote, un fils, un père et un mari aimant?

Comment Dieu avait-il pu laisser faire ça??!!!

Aujourd'hui, je me rends compte qu'un être aussi exceptionnel ne pouvait rester auprès de nous.

Aujourd'hui je remercie Dieu de m'avoir permis de grandir auprès de lui, de me remplir de cet amour et de ce respect infini, au delà de la vie et de la mort.

Lorsque je ferme les yeux, je revois ses yeux rieurs pleins de bonté et de malice. Mes yeux se remplissent de larmes mais mon coeur déborde d'amour. En cette veille du 9 avril, je souhaitais juste rappeler avant tout l'importance de dire à nos parents à quel point nous les aimons, au delà de tout, au delà de la mort.

Chérissez vos proches, dites leur à quel point vous les aimez, car demain est incertain ».

Assemblée nationale

Comment garantir le droit à un acte de naissance ?

L'Assemblée nationale de Niamey abrite depuis ce lundi 10 avril, un séminaire de renforcement de capacité des élus nationaux sur la problématique de l'état civil au Niger sous l'initiative de l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Le Niger est très en retard dans le domaine de l'état civil, beaucoup d'enfants bénéficient d'un jugement supplétif par manque d'acte de naissance après la naissance. Pourtant, tous les enfants qui naissent au Niger doivent avoir un acte de naissance. Selon le représentant de l'Assemblée parlementaire de la francophonie « l'affermissement de la démocratie repose sur les femmes et les hommes politiques, c'est partant, donc, de ces enjeux pour le bon fonctionnement des institutions que ce séminaire a été organisé en vue

d'échanger d'expérience sur l'établissement de l'état civil, des fichiers électoraux mais aussi l'état civil et les enfants sans identité ». En procédant à l'ouverture des assises, le vice-président de l'Assemblée nationale du Niger, Iro Sani est indiqué que les parlementaires nigériens tireront un maximum de profit dans les échanges avec les experts et collègues qui, de par leurs parcours politiques ou académiques, ont accumulé un capital de connaissance et d'expérience susceptible de franchir leurs propres réflexions. Durant 48 heures, des expériences sur la problématique de l'état civil au Niger seront débattues et partagées par les parlementaires de la France, du Canada, du Togo et du Cameroun.

Ousseina Hassoumi



Symposium International des Médias pour le Développement Durable à l'Horizon 2030

SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES MEDIAS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HORIZON 2030 (SIMED)

Tel : 00227 96 88 51 59 / 90 12 32 32 / 94 06 29 90

Email : symposium@simed2030.net

Le Président du Symposium International des Médias pour le Développement Durable à l'horizon 2030 (SIMED) a l'honneur d'informer les partenaires Etatiques, organismes internationaux, les medias d'Afrique et d'ailleurs que la deuxième édition du SIMED 2030 se tiendra à Niamey au Niger du 03 au 05 Mai 2017 à l'auditorium SANI BAKO du Ministère des Affaires Etrangères.

Le thème retenu cette année est : *« Contribution des médias dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies nationales pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de développement »*

Pour rappel, le SIMED est une plate forme d'échanges et de réflexion de haut niveau entre partenaires et medias engagés à accompagner les Etats africains dans la mise en œuvres de l'Agenda post 2015 et les plans nationaux d'émergence.

A cette occasion, les personnes physiques et morales désirant participer aux travaux du SIMED édition 2017 peuvent nous contacter aux numéros suivants :

00227 96 88 51 59

00227 90 12 32 32

00227 94 06 29 90

00227 93 28 80 99

Par Email : symposium@simed2030.net

Ou retirer le dossier de participation sur notre site :

www.simed2030.net

Le SIMED, C'est les Medias au service de l'émergence africaine !

Le Président du SIMED

Ousmane DAMBADJI

Communiqué de presse du Front pour la Restauration de la Démocratie et la Défense de la République : FRDDR

L'opinion nationale et internationale a constaté depuis quelque temps, les actes attentatoires aux droits et aux libertés individuels et collectifs que pose, au quotidien, le régime de Issoufou Mahamadou.

En effet, après avoir créé une situation de guerre et de chaos économique généralisé dans notre pays, installé l'insécurité permanente dans les villes et les campagnes, Issoufou Mahamadou cherche à présent à développer ce que les socialistes savent faire le mieux : susciter la psychose collective et inoculer dans l'esprit du peuple une atmosphère de peur pour mieux asservir ce dernier par la terreur.

L'affaire Baba Alpha comme celle de Maikoul Zodi procède de cette volonté d'intimider, de menacer, pour exercer une pression psychologique sur tous les << mal-pensant >>.

En un mot, le régime de Issoufou Mahamadou se << stalinise >> inexorablement et s'installe dans la dérive autoritaire.

Comment comprendre dans le cas de Baba Alpha, que la question d'ethnie, que nous avons pensé résolument enfouie dans les oubliettes de l'histoire, soit à nouveau exhumée par nos gouvernants. La priorité pour tous étant dans l'engagement résolu d'aller au plus vite de l'avant, vers l'unité politique du continent africain et ne laisser aucune chance aux réclamations identitaires de nous détourner de nos préoccupations essentielles. L'ambition des gouvernants est claire. Coûte que coûte il fallait faire taire Baba Alpha. L'histoire coloniale post indépendance de la sous-région Ouest-Africaine est là pour prouver l'inanité de ces considérations d'un autre âge et de bas étage. Dans le même état d'esprit, le pouvoir cherche à humilier et réduire au silence l'acteur de la société civile Maikoul Zodi, en transformant en une affaire d'Etat le traitement qui relève tout au plus de la simple observance des règles de discipline, au demeurant réglé par la loi sur la fonction publique et les textes subséquents !



C'est que, diviser, blesser, humilier et salir sont devenus sous le régime de Issoufou Mahamadou un acte banal.

Le FRDDR s'insurge contre cette pratique et ne saurait admettre que ceux qui ont pillé l'économie de notre pays, dilapidé des ressources, posé des actes humiliants pour notre peuple se présentent par la suite en donneurs de leçons, en protecteurs de nos valeurs morales et sociales qu'ils bafouent constamment,

C'est pourquoi le FRDDR :

1. Condamne les violations répétées des droits humains auxquels se livrent le régime de Issoufou Mahamadou;
2. Exige la libération immédiate et sans condition de Baba Alpha, Maikoul Zodi et de toutes les autres personnes injustement arrêtées notamment celles dans l'affaire dite de la cellule crise alimentaire;
3. Toutefois, puisque tant est que cette question semble préoccuper Issoufou Mahamadou, le

FRDD, demande alors l'ouverture d'une information judiciaire sur les origines des dirigeants nigériens d'hier, d'aujourd'hui ainsi que les leaders des partis politiques, celles de leurs épouses, d'en dire qui est qui, et de publier les résultats au journal officiel de la République du Niger.

Enfin, le FRDDR apporte son soutien sans réserve aux acteurs de la société civile, de la vie associative, et aux syndicats dans leur lutte pour la liberté, la justice et la dignité du peuple nigériens. Le FRDDR apporte également son soutien aux travailleurs tous secteurs confondus, singulièrement à ceux de l'Éducation, de la santé, de la justice << juste >> et du développement rural dans leur combat pour un mieux-être de la population en général et la jeunesse en particulier.

Fait à Niamey le 06 avril 2017

Le Président

Communiqué de presse

Événements tragiques du 10 avril : Alternative Espaces Citoyens prend position

Après les manifestations des élèves et étudiants à Niamey, le lundi 10 avril 2017, l'association Alternative Espaces Citoyens a appris, avec consternation, la mort de deux jeunes (non encore officiellement confirmée) et la fermeture du campus universitaire de Niamey sur décision du gouvernement.

L'association Alternative Espaces Citoyens, profondément attachée au respect des droits humains et à la sacralité de la vie humaine, condamne énergiquement la brutalité inouïe exercée par des éléments des forces de l'ordre contre les élèves et étudiants, et présente ses condoléances aux familles, aux camarades et aux proches des victimes.

L'association Alternative Espaces Citoyens saisit cette occasion pour rappeler que la liberté de manifestation est une liberté fondamentale consacrée au Niger par les instruments juridiques internationaux et par la Constitution du 25 novembre 2010. Les élèves et étudiants, ainsi que tous les citoyens et citoyennes, doivent pouvoir jouir de cette liberté, sans qu'il ne leur soit opposée une quelconque force.

L'association Alternative Espaces Citoyens demande l'ouverture d'une enquête pour identifier et traduire devant la justice les responsables des brutalités policières qui ont abouti à la mort des deux étudiants ; tout en soulignant que la

responsabilité morale de cette situation tragique incombe clairement aux autorités politiques en place à Niamey.

L'association Alternative Espaces Citoyens profite de l'occasion pour rappeler qu'il est du devoir de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de ce pays de se mobiliser pour la défense du droit à l'éducation au Niger, en ayant à l'esprit que la situation actuelle de l'école nigérienne constitue une véritable hypothèque pour l'avenir du pays et de sa jeunesse que l'État a le droit d'éduquer et de protéger.

L'association Alternative Espaces Citoyens apporte son soutien indéfectible aux légitimes revendications des élèves et étudiants, ainsi que des enseignants. Elle demande au gouvernement de ouvrir instamment le campus universitaire et d'engager un dialogue franc avec l'Union des Scolaires Nigériens et les syndicats du secteur de l'éducation pour une solution rapide à la crise scolaire en cours.

Enfin, l'association Alternative Espaces Citoyens condamne les violences exercées par des éléments de l'ordre contre des journalistes, et bien d'autres paisibles citoyens, à l'occasion de la manifestation des élèves et étudiants du 10 avril 2017.

Fait à Niamey, le Mardi 11 Avril 2017

Le Secrétaire général
A.T. Moussa Tchangari

**LE MONDE
D'AUJOUR'HUI
HEBDOMADAIRE
NIGERIEN
D'INFORMATIONS
GENERALES ET
D'ANALYSE**

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S**

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

**Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46**

**Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOUR'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N**

MESSAGE
